



평창평화포럼\*  
PyeongChang Peace Forum

PyeongChang, République de Corée  
9-11 février 2020



# Message de Pyeongchang pour la paix 2020

“We are determined to foster peaceful, just and inclusive societies which are free from fear and violence. There can be no sustainable development without peace and no peace without sustainable development.”

*Preamble of the UN 2030 Agenda for Sustainable Development (25 September 2015, UN General Assembly)*



# Message de Pyeongchang pour la paix 2020<sup>1</sup>

## Prolonger l'esprit de paix des Jeux olympiques d'hiver 2018 de PyeongChang

1. Du 9 au 11 février 2020, plus de 1 000 participants venus d'une quarantaine de pays se sont réunis pour le Forum pour la paix de Pyeongchang (PPF)<sup>2</sup>. Ce Forum fait suite au Forum mondial pour la paix de Pyeongchang tenu avec succès en 2019, qui a commémoré le premier anniversaire des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de PyeongChang de 2018. Le PPF est une plateforme de dialogue local/global pour construire une paix et un développement durables.



2. Le PPF a été convoqué pour la deuxième fois pour commémorer l'esprit de paix de Pyeong Chang 2018 dans le contexte du 70e anniversaire du début de

la guerre de Corée (25 juin 1950), comme l'indique le mot d'ordre « 70 ans, ça suffit ». L'urgence d'un processus de paix dans la péninsule coréenne a soutenu la conception et l'exécution de ce Forum. En tant que plate-forme mondiale, ce Forum a connecté le processus de paix en Corée à l'ordre du jour mondial et à son engagement à soutenir la paix, la justice et le développement, des objectifs clairement énoncés dans le Programme des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies<sup>3</sup>. Nous avons reconnu le rôle important du sport comme catalyseur d'un développement durable.

3. Le Forum pour la paix de Pyeongchang a constitué une opportunité précieuse pour exposer au monde la profondeur et la diversité dans la compréhension des défis sérieux à venir dans la poursuite de la paix dans la péninsule coréenne, en Asie du Nord-Est et dans le monde. L'Esprit de Paix de Pyeongchang a mis en lumière le courage, l'espoir et la détermination du peuple coréen au cours des décennies pour surmonter ces défis. Ce Message de Pyeongchang démontre l'engagement et les initiatives des peuples partout dans le monde pour la paix et la justice.

4. Nous nous sommes associés à la ville de Pyeongchang et à la province de Gangwon pour souligner leur rôle dans le processus qui a mené aux Sommets entre les dirigeants politiques de la Corée du Nord et du Sud et des États-Unis d'Amérique visant à mettre fin à la Guerre de Corée et à la signature d'un traité de paix qui remplacerait de manière permanente l'armistice du 27 juillet 1953. Le PPF 2020 préconise une paix juste, durable et pérenne dans la péninsule coréenne.

5. Nous nous sommes réunis en tant que Forum conscient de l'héritage des précédentes réunions internationales de la société civile, parmi lesquelles l'Appel de La Haye pour la paix en 1999, le Forum des ONG du Millénaire pour un renforcement de l'ONU au XIXe siècle<sup>4</sup> (New York, 22-26 mai 2000), la Semaine internationale de la société civile (Belgrade, Serbie, 8-12 avril 2019)<sup>5</sup> et l'Assemblée des Peuples (New York, 24-25 septembre 2019)<sup>6</sup> à la veille de la 74e Assemblée générale des Nations Unies ; chacune de ces réunions à sa manière a offert une vision collective pour l'épanouissement de la justice, de la paix, des droits de l'Homme, du développement durable, et la revitalisation des Nations Unies. Le présent Message PPF2020 s'appuie sur la Déclaration pour la paix de PyeongChang 2019 - Un avenir durable pour tous : mettre fin à la guerre, garantir la paix, ainsi que la résolution sur les processus de paix dans la péninsule coréenne et en Asie du Nord-Est, publié le 11 février 2019.

6. Le Forum de cette année a affirmé son intérêt à offrir une vision des Objectifs de développement durable (ODD), en soulignant l'indivisibilité, l'interdépendance et la convergence de tous les objectifs. Le Forum a souligné la nécessité d'être solidaire de tous ceux qui défendent les droits de l'Homme et l'intégrité de la planète. Il a également mis en lumière l'importance des religions et de la coopération inter-religieuse dans la poursuite de la paix, étant donné le rôle que les religions ont joué aussi bien dans les situations de conflit que de paix.

7. Le Forum s'est réuni à un moment où le multilatéralisme est en crise en raison de l'unilatéralisme accru et de populismes nationalistes, affaiblissant ainsi les engagements des États membres envers les accords des Nations Unies qui tentent de surmonter les défis mondiaux tels que la crise climatique et le déplacement massif et forcé des populations. Nous réaffirons notre engagement déterminé à promouvoir un multilatéralisme robuste qui respecte les valeurs et les normes définies dans la Charte des Nations Unies (1945) et la Déclaration universelle des droits de l'Homme (1948).

8. Compte tenu de ce qui précède, le PPF 2020 a décidé de se concentrer sur les domaines de préoccupation suivants et offre des possibilités d'y être acteurs.

<sup>1</sup> Le Message de Pyeongchang pour la paix 2020 est un résumé des délibérations des participants de la société civile au PPF 2020. Chaque participant est appelé à mettre en œuvre une action du message ou l'ensemble des actions que le texte suggère, selon les spécificités ou exigences de sa propre organisation.

9. Nous avons apprécié l'hospitalité de la ville de Pyeongchang, de la province de Gangwon, de l'Agence de coopération internationale de Corée (KOICA) et de la Fondation Pyeongchang 2018 Legacy Foundation. Ce message comprend des perspectives et des engagements des participants de la société civile dans les domaines suivants, fruits de trois jours de délibérations intensives :

**A. La paix dans la péninsule coréenne maintenant, et dans le monde entier !**

**B. La réalisation des promesses du Programme de développement durable à l'horizon 2030**

**C. Renforcer l'action et la prise de responsabilité pour l'ODD 16+**

**D. Le multilatéralisme réaffirmé dans l'Agenda 2030**

**E. L'initiative UN2020 : l'ONU pour ses 75 ans**

**F. Le sport, la paix et les ODD**

**G. La paix, le désarmement et les ODD**

10. Nous appelons tous les acteurs, y compris les États membres, les organes des Nations Unies, les agences multilatérales, les donateurs, le secteur privé, les laboratoires d'idées, les institutions de recherche et tous les peuples du monde à s'engager dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, la pleine protection des droits de l'Homme, la réduction des inégalités et la poursuite et l'épanouissement de la paix. Comme acteurs de la société civile, nous nous engageons à réaliser notre part. Nous exhortons tout le monde à faire de même.

## **A. La paix dans la péninsule coréenne, maintenant et dans le monde entier**

11. PPF2020 s'engage à continuer à soutenir le processus de paix en Corée, en reconnaissant que la paix est le souhait exprimé par la population et un droit humain de cette population de la péninsule coréenne. Nous faisons appel à tous les acteurs, au niveau international et gouvernemental, aux acteurs de la société civile concernés à prendre des mesures urgentes pour soutenir et accompagner le processus de paix, afin de mettre fin à la guerre de Corée et de signer un traité de paix entre les parties concernées.<sup>7</sup>

12. Remplacer la convention d'armistice actuelle (27 juillet 1953) par un traité de paix offrira une chance pour plus de stabilité, de sécurité et de prospérité pour la péninsule coréenne et permettra ainsi aux deux Corées de réaliser les Objectifs de développement durable (ODD), qui, à terme, favoriseront à leur tour une paix juste, durable et pérenne durable dans la péninsule, en Asie du Nord-Est et pour le monde entier.

13. Nous nous inquiétons vivement du peu de progrès réalisé, alors que les dirigeants n'entreprennent pas les démarches urgentes et concrètes pour conclure un accord de paix qui inclut la dénucléarisation et met fin à la guerre dans la péninsule coréenne, à la suite du Sommet RPDC-É.-U. les 27 et 28 février 2019 à Hanoï, au Vietnam, et de nouveau à la réunion des dirigeants des Corées et des États-Unis dans la zone démilitarisée (DMZ) à Panmunjom le 30 juin 2019. Nous lançons un appel à toutes les parties à prendre des mesures concrètes pour faire de l'Asie du Nord-Est une zone exempte d'armes nucléaires.

14. Rappelant la résolution pour le maintien du processus de paix dans la péninsule coréenne et en Asie du Nord-Est, adoptée lors du PPF2019, nous réitérons notre appel à tous les acteurs gouvernementaux et de la société civile concernés de faire un effort collectif pour reprendre des pourparlers de paix en utilisant une multiplicité de mécanismes pour sortir de l'impasse. Ce serait malheureux si le processus de paix bloqué dans la péninsule coréenne rechute dans une course aux armes provocatrice et intimidante et dans un climat de rivalité en Asie du Nord-Est.

## **B. Réaliser les promesses de l'Agenda 2030 pour le développement durable**

15. Le 25 septembre 2015, les 193 États membres de l'ONU ont adopté l'Agenda 2030 pour le développement durable dans le but de transformer notre monde. L'agenda est universel pour tous les pays, que ce soit dans le Nord ou le Sud, appelant les pays en développement et les pays développés à assumer des responsabilités communes et des exigences de redevabilité dans leur mise en œuvre et leur réalisation. L'un des principes fondamentaux de l'agenda est « Ne laissez personne derrière » – ce qui crée une responsabilité de veiller à ce que ce programme atteigne ceux qui sont les plus marginalisés et les plus vulnérables. Les 17 ODD de l'Agenda couvrent les défis mondiaux les plus urgents, les plus communs et les plus répandus depuis la paix et les inégalités, le climat et la pauvreté, et l'inégalité entre les sexes pour mettre fin à la faim.

16. Partout dans le monde, dans chaque pays, chaque jour, des populations souffrent des effets cumulés de l'inégalité, de la pauvreté, de la violence, de la discrimination, de la militarisation, de la dégradation de l'environnement et du rétrécissement de l'espace des droits humains. Nous ne pouvons pas accepter plus longtemps cela comme notre norme. Le changement climatique menace notre existence, et les enfants et les jeunes du monde entier nous demandent de les soutenir.

<sup>2</sup> [www.ppf.or.kr](http://www.ppf.or.kr)

<sup>3</sup> <https://unsdg.un.org/2030-agenda>

17. Nous ne sommes pas sur le bon chemin pour atteindre les ODD. Nous devons déployer beaucoup plus d'efforts et investir davantage de ressources pour atteindre ces objectifs. Nous appelons les gouvernements à respecter avec urgence et détermination politique les engagements mondiaux pris en 2015 dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat, et d'autres accords comme l'Accord d'Escazu sur les droits humains environnementaux (2018)<sup>8</sup>, le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015)<sup>9</sup>, le Programme pour les femmes, la paix et la sécurité (UN SCR1325)<sup>10</sup> et le Programme de développement durable à l'horizon 2030.

18. Les mouvements et les organisations populaires, la société civile et les individus se mobiliseront ensemble (par le biais d'assemblées, de manifestations et d'autres interventions) pour la paix, les ODD et le climat grâce à la campagne Stand Together Now<sup>11</sup> au cours de la Semaine mondiale d'action facilitée par l'Action pour le développement durable<sup>12</sup> et la Semaine mondiale pour agir en faveur des ODD facilitée par la Campagne d'action pour les ODD<sup>13</sup> en septembre 2020, ainsi que les campagnes de la Journée internationale de la paix<sup>14</sup>. Ils exerceront des pressions et attireront l'attention des gouvernements pour qu'ils mettent en œuvre le programme des ODD, et mettront en relief les conditions préalables essentielles pour assurer la paix et répondre à la crise climatique afin de réaliser les ODD. Nous apporterons notre contribution ensemble de façon critique dans des « assemblées populaires » aux niveaux local, national et régional, culminant avec des mobilisations mondiales à l'ONU en septembre 2020.

19. Grâce à ces « assemblées de peuples », nous apporterons les réflexions, les expériences, les politiques publiques, les idées, les solutions et la participation de personnes de partout dans le monde afin d'informer et de guider les processus clés de l'ONU, en particulier les dialogues UN@75 ainsi que les processus de Beijing+25. Les groupes de la société civile s'engagent à s'unir pour soutenir un système multilatéral juste, responsable, novateur et redevable au-delà de la 75e année des Nations Unies.

20. « L'esprit de l'Agenda 2030 exige la participation active des peuples du monde afin que les bénéfices du multilatéralisme se fassent sentir dans leur vie quotidienne... Nous devons éliminer les obstacles à l'accès physique et politique aux processus des Nations Unies afin d'atteindre les objectifs de développement et les programmes de justice sociale convenus à l'échelle internationale. »<sup>15</sup>

## C. Pour une action renforcée et une redevabilité pour l'ODD 16+

21. Il est préférable de s'attaquer aux causes sous-jacentes des conflits, de l'insécurité et de l'injustice systémique à long terme ; des investissements en amont et des mesures précoces pour lutter contre la marginalisation et les inégalités, promouvoir l'inclusion et soutenir le développement économique et humain, tout cela est requis.

22. Nous réaffirmons notre soutien et notre appui à la Déclaration de la société civile de Rome sur l'ODD 16+<sup>16</sup>, qui appelle à une action accélérée et à une redevabilité pour le SDG16+. Nous demandons aux gouvernements d'adopter toutes les recommandations énoncées dans la Déclaration de Rome. Pour ce faire, les gouvernements doivent s'assurer que des parties prenantes sont engagées et consultées dans le cadre des processus de paix, de justice et de gouvernance à tous les niveaux, en s'efforçant de rejoindre les personnes les plus délaissées en premier.

23. Les progrès vers la réalisation du SDG16+ demeurent inégaux, hors sujet, et, dans de nombreux cas, ne sont pas conformes aux accords convenus. La communauté internationale doit intensifier tous les efforts pour atteindre le SDG16+, notamment en mettant en œuvre le SDG16+ de manière intégrée et axée sur les personnes. Cela implique de promouvoir des partenariats inclusifs avec la société civile, en renforçant les engagements politiques et financiers pour s'attaquer de façon proactive aux causes profondes des conflits et de la violence. Cela exige également la protection et l'expansion de l'espace civique et la réduction des injustices et des violations des droits de la personne sous toutes leurs formes et à tous les niveaux.

<sup>4</sup> [http://www.sefidvash.net/rcgg/htms/mfd\\_ing.htm](http://www.sefidvash.net/rcgg/htms/mfd_ing.htm)

<sup>5</sup> <https://civicus.org/icsw/>

<sup>6</sup> <https://gcap.global/wp-content/uploads/2019/10/Peoples-Assembly-Declaration-2019.pdf>

<sup>7</sup> Les campagnes en cours actuellement incluent Global Campaign for a Peace Treaty (<https://koreapeacetreatynck.wordpress.com/>) et the Korea Peace Now Campaign (<https://koreapeacenow.org/>)

<sup>8</sup> <http://bit.ly/2SUDIHX>

<sup>9</sup> <http://bit.ly/2urvNmR>

<sup>10</sup> <http://bit.ly/2HXCbVP>

<sup>11</sup> <https://www.standtogethernow.net/stand-together-now/>

<sup>12</sup> <https://action4sd.org/>

<sup>13</sup> <https://act4sdgs.org/>

<sup>14</sup> <https://internationaldayofpeace.org/>

<sup>15</sup> Voir le paragraphe 23 de la Déclaration de CoNGO (Conference of Nongovernmental Organizations in Consultative Relationship with the United Nations) à l'occasion du 75e anniversaire des Nations Unies, <http://bit.ly/327uFkv>.

<sup>16</sup> <https://tapnetwork2030.org/romedeclaration/>



## D. Un multilatéralisme réaffirmé dans l'agenda 2030

24. Nous nous engageons à soutenir le multilatéralisme qui réduit les inégalités de richesse, de pouvoir et de ressources au sein de nos limites écologiques, comme le montre l'urgence climatique.

25. Le multilatéralisme repose sur des principes clés, conformément à la responsabilité de l'État de promouvoir, de protéger et de respecter les droits de la personne, comme en témoignent les instruments juridiquement contraignants et les engagements et plans d'action politiques adoptés au niveau des chefs d'État et de gouvernement. Il respecte également les responsabilités extraterritoriales des acteurs étatiques et non étatiques, en particulier les entreprises.

Il reconnaît le rôle essentiel du secteur public dans la prestation de services sociaux, la capacité de réglementation et l'accès à la justice. Ces principes garantissent un espace politique national souverain - au niveau du développement, des politiques fiscales et judiciaires, s'attaquent aux inégalités entre les pays et au sein des pays, et sont fondés sur la notion d'équité et de justice ; ils reconnaissent les droits humains des femmes et respectent les limites écologiques.

26. Les plans d'action et les recommandations politiques des organisations internationales, y compris des Nations Unies, doivent respecter ces principes et les États membres doivent faire preuve de volonté politique et fournir les ressources nécessaires pour traduire ces principes en actions. Ils doivent également reconfigurer l'architecture de la gouvernance mondiale pour être cohérents avec ces principes et valeurs.

27. Les systèmes mondiaux qui se renforcent mutuellement et qui perpétuent les inégalités s'appuient sur les déséquilibres de pouvoir, sur le patriarcat, le militarisme, la financiarisation, une gouvernance non démocratique et la criminalisation de la dissidence – tout ceci est exacerbé par les accords sur le commerce et l'investissement (connu sous le nom d'accord et de partenariat économique), le régime des droits de la propriété intellectuelle et une « numérisation » sans entrave.

28. Pour surmonter les contraintes imposées à ce multilatéralisme et aux responsabilités connexes des États fondées sur les droits de la personne, la paix et la justice, il faudra prendre des mesures qui comprennent (sans s'y limiter) les points suivants :

- Un Accord fiscal universel et une autorité fiscale comme première étape pour construire un système économique mondial juste et cohérent
- Éradication de la militarisation dans le domaine de la résolution des conflits
- Démanteler le patriarcat pour la pleine réalisation des droits des femmes
- Partenariat mondial entre les États pour le développement durable

La lutte contre les obstacles et la promotion de la coopération doivent être au premier plan d'un système multilatéral juste et responsable.

## E. L'initiative Nations Unies 2020<sup>17</sup> : Les 75 ans des Nations Unies

29. Nous faisons face à une double crise de la démocratie et du multilatéralisme. Les défenseurs de la société civile sont profondément préoccupés par un système des Nations Unies qui est sous-financé, attaqué, sous-utilisé et incapable de répondre adéquatement aux nombreux défis qui se posent à l'humanité et à la planète. Il est urgent de revitaliser et de renforcer le système des Nations Unies pour qu'il puisse relever les défis de ce siècle et éviter de répéter les échecs catastrophiques du siècle dernier.

30. Nous avons besoin d'une ONU forte et efficace pour faciliter une coopération mondiale approfondie, nécessaire à la réalisation de l'Agenda 2030 et pour faire des progrès au plan plus large de la paix et du désarmement. Les partisans d'un système multilatéral renforcé et transformé reconnaissent que le 75e anniversaire de l'ONU est une occasion importante pour tenir les gouvernements responsables des engagements qu'ils ont pris à l'égard de la Charte des Nations Unies en 1945, et mobiliser le soutien public nécessaire pour exiger que les dirigeants mondiaux apportent des améliorations significatives, progressives et transformatrices aux institutions et aux politiques mondiales, par le biais d'un Sommet UN75 consacré à cette fin.

31. Étant donné que l'espace pour la société civile se réduit et que l'accès y diminue, nous réclamons et exigeons des mécanismes significatifs pour la participation de la société civile aux processus des Nations Unies. Nous appelons également les États membres à examiner des propositions audacieuses, telles qu'une Assemblée parlementaire des Nations unies<sup>18</sup> et l'Initiative citoyenne mondiale<sup>19</sup>, afin d'assurer une consultation et une représentation claires, significatives et habilitées de la société civile au sein du système des Nations unies.

<sup>17</sup> Voir UN2020 Initiative at <http://un2020.org/>

<sup>18</sup> <https://en.unpacampaign.org/>

<sup>19</sup> <https://www.worldcitizensinitiative.org/>



## F. Le sport, la paix et les ODD

32. Nous avons souligné le rôle que la culture et le sport peuvent jouer pour promouvoir la paix, bâtir des ponts, favoriser le respect et faciliter le dialogue et la réconciliation dans les zones de conflit. Nous avons également reconnu la contribution croissante du sport à la réalisation des ODD dans sa promotion de la tolérance et du respect et les contributions qu'il apporte au renforcement des capacités entre autres femmes, des jeunes et de ceux vivant avec des handicaps ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 37 de l'Agenda 2030 pour le développement durable<sup>20</sup>. Nous célébrons donc les initiatives de paix prises aux Jeux olympiques d'hiver de 2018 à Pyeongchang ainsi que les projets mis en œuvre par PyeongChang 2018 Legacy Foundation.

33. Nous encourageons les gouvernements, les sportifs, les organisations sportives et la société civile à rehausser la vision de la Trêve olympique<sup>21</sup> et à l'appliquer à tous les événements olympiques, en particulier aux prochains Jeux olympiques d'été de Tokyo en 2020 et aux Jeux olympiques d'hiver de Beijing en 2022 et au-delà, et à utiliser les sports pour la paix, les droits de la personne, l'éducation et le développement durable à l'échelle locale, nationale et mondiale.

## G. La paix, le désarmement et les ODD

34. Nous réaffirmons l'objectif premier des Nations Unies de « préserver les générations suivantes du fléau de la guerre » et appelons les gouvernements à mettre en œuvre cet objectif en utilisant pleinement l'éventail des mécanismes énoncés dans la Charte des Nations Unies pour la résolution pacifique des conflits, y compris l'acceptation de la compétence obligatoire de la Cour internationale de justice (CIJ).

35. La paix et le désarmement sont nécessaires pour atteindre les ODD. L'activité militaire – que ce soit en temps de paix ou de guerre – contribue considérablement aux émissions de carbone et au changement climatique. La production, la prolifération et l'utilisation des armes sapent les structures sociétales, érodent la sécurité, accroissent les risques pour l'activité économique et sociale, contaminent les environnements et menacent la santé humaine, la vie et les moyens de subsistance. En outre, l'une des principales raisons de l'accumulation militaire et des menaces militaires réside dans le fait de protéger l'approvisionnement en pétrole, et cela contribue davantage au changement climatique et ralentit la transition vers une économie durable.

36. Nous saluons l'Agenda du Secrétaire général des Nations Unies pour le désarmement – Assurer notre avenir commun (2018)<sup>22</sup> et les liens établis dans ce programme entre la paix, le désarmement et les ODD. Nous appelons de nos vœux la mise en œuvre intégrale de l'agenda, et en particulier l'élimination des armes nucléaires d'ici 2045, pour le 100e anniversaire de l'ONU.

37. Nous appelons également les gouvernements à établir des dispositions constitutionnelles engageant leurs pays à résoudre pacifiquement les conflits, y compris les conflits moins visibles et prolongés, les cyber-conflits, et à la réduction progressive et l'élimination des armées permanentes, et la redistribution des dépenses militaires à l'appui des ODD.

38. Nous exprimons notre vive préoccupation devant le pouvoir des industries des armes et des combustibles fossiles qui font obstacle à la paix, au désarmement, à la démocratie, aux droits de la personne et à l'action climatique. Nous appelons la société civile, les institutions gouvernementales et financières de se départir des combustibles fossiles, des armes nucléaires et d'autres industries militaires, et de réinvestir conformément aux principes environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance.

38. Nous exprimons notre vive préoccupation devant le pouvoir des industries des armes et des combustibles fossiles qui font obstacle à la paix, au désarmement, à la démocratie, aux droits de la personne et à l'action climatique. Nous appelons la société civile, les institutions gouvernementales et financières de se départir des combustibles fossiles, des armes nucléaires et d'autres industries militaires, et de réinvestir conformément aux principes environnementaux, sociaux et de bonne gouvernance.

## Plan d'action de PyeongChang pour la paix (PCAP) 2030

40. En conclusion, nous nous engageons à soutenir la vision et les tâches décrites ci-dessus et en particulier à travers l'Agenda de Pyeongchang pour la paix (PCAP) 2030, qui est un ensemble d'idées, de propositions et d'initiatives visant à renforcer l'interconnexion entre la paix, le désarmement et les ODD conformément à l'esprit de paix de Pyeongchang.

PyeongChang / 11 Février 2020

[PyeongChangPeace2020@gmail.com](mailto:PyeongChangPeace2020@gmail.com) / [www.PPF.or.kr](http://www.PPF.or.kr)

<sup>20</sup> Voir le paragraphe 37 : le sport est un important catalyseur du développement durable. Nous reconnaissons la contribution croissante du sport à la réalisation du développement et de la paix, par sa promotion de la tolérance et le respect qu'il fait au renforcement des pouvoirs des femmes et des jeunes, des individus et des communautés, ainsi que sa contribution aux objectifs d'inclusion sociale, en matière d'éducation et de santé (UN 2030 Agenda).

<sup>21</sup> <https://www.olympic.org/olympic-truce>

<sup>22</sup> <https://www.un.org/disarmament/sg-agenda/en/>